



Jean-Louis Guigou
Délégué général d'IpeMED

L'économie sans les valeurs

► IpeMED travaille sur l'économie et non pas sur les valeurs. Mais cette position est difficile à tenir, car une question nous est régulièrement renvoyée : au nom de quelles valeurs nous unirions-nous ? Faut-il imaginer que nous nous regroupions dans une tour de Babel homogénéisante ? Ou au contraire,

valoriser la différence de nos valeurs – et lesquelles au juste ? Questions redoutables ! Il ne faut ni les éluder, ni attendre de les résoudre pour avancer. La méthode que nous proposons est non pas de définir a priori ces valeurs qui nous unissent ou nous séparent, mais de les déduire. Comment ? En travaillant, ensemble, sur les grands projets communs, sur les politiques communes (l'eau, le développement durable, la sécurité alimentaire...), qui nous obligeront à préciser ce que seraient les préférences communes aux trois rives de la Méditerranée

et les normes qui en découlent. On verra bien, à la fin de ce processus, à quel point les valeurs des uns et des autres convergent ou, au contraire, révèlent des incompatibilités profondes.

Notre hypothèse est celle d'une compatibilité des valeurs et d'une convergence des civilisations. Nous pensons que les Méditerranéens sont, ensemble, capables d'inventer un modèle fondé sur les valeurs de solidarité, le temps long, la production et pas la prédation, la satisfaction des besoins et non la consommation sans limites.

Le poids du non-Maghreb

Le surplace de l'Union pour la Méditerranée (UPM) n'est certainement pas une bonne nouvelle pour l'avenir du Maghreb, même si nombre d'habitants et d'élites de cette région ne manquent pas d'insister sur le scepticisme que leur inspire ce processus. Sans une intégration économique avec l'Europe, l'Afrique du Nord risque fort de s'enliser et de disparaître des radars des investisseurs étrangers. Que ce rapprochement avec l'Europe s'appelle UPM ou bien «5+5» ou encore «Barcelone 2», il est à terme nécessaire pour ne pas dire vital.

Pour autant, cette nécessité ne saurait éluder la part de responsabilités des pays maghrébins dans les difficultés que rencontre leur région pour faire partie des zones émergentes. Pour plusieurs experts, l'urgence n'est pas tant dans un renforcement des relations économiques entre les deux rives de la Méditerranée que dans une meilleure intégration entre les pays maghrébins. A ce sujet, l'économiste franco-algérien El Mouhoub Mouhoud est catégorique. Pour lui, «le coût de la non-intégration nord-sud est inférieur à celui de la non-intégration sud-sud». En d'autres termes, derrière les habituels discours et critiques sur la tiédeur de l'engagement européen dans le Sud de la Méditerranée se cache un problème plus important : celui du coût du non-Maghreb.

Il n'est pas nécessaire d'avoir recours à une multitude d'études économétriques pour imaginer quel serait le dynamisme d'une région où serait garantie la libre-circulation des personnes, des marchandises et des capitaux. Une région dont

**UNE MEILLEURE
INTÉGRATION
ENTRE LES PAYS
MAGHRÉBINS
EST URGENTE.**

► De gauche à droite : Abdelaziz Bouteflika, Zine el-Abidine Ben Ali, Mohammed VI, Mouammar Kadhafi et Mohamed Ould Abdel Aziz, les chefs d'État du Maghreb.

les pays multiplieraient les projets d'infrastructures communes notamment dans l'énergie et les transports. Des projets qui, à l'image de centrales nucléaires partagées – éventuellement construites à cheval sur les frontières – créeraient autant de facteurs d'irréversibilité en matière de paix régionale et de développement. Une telle région gagnerait de un à quatre points de croissance supplémentaires sans compter l'effet induit par la libération des initiatives individuelles.

IMMOBILISME INADMISSIBLE Dès lors, l'immobilisme politique qui affecte la construction maghrébine est incompréhensible pour ne pas dire inadmissible. La responsabilité des dirigeants, incapables de s'entendre une bonne fois pour toute afin de relancer l'Union du Maghreb arabe (UMA), est évidente mais elle sert trop souvent à occulter d'autres responsabilités à commencer par celles des élites économiques du Maghreb. Certes, le discours de ces dernières tend toujours à défendre la construction maghrébine mais, en réalité, leurs revendications sont bien timides et cachent trop souvent le fait que la fragmentation du Maghreb sert nombre d'intérêts égoïstes. Enfin, il serait temps que l'Union européenne adopte une position plus ferme et plus cohérente en exigeant de ses interlocuteurs maghrébins – comme elle le fait avec les pays du Golfe – qu'ils s'unissent enfin.

Akram Belkaïd, journaliste et conseiller éditorial





Le Maroc parie sur les énergies vertes

● La promotion des énergies renouvelables devient peu à peu un élément tangible des politiques énergétiques au Sud de la Méditerranée, surtout dans les pays dépourvus de ressources pétrolières et gazières. C'est le cas au Maroc qui entend devenir un leader régional en matière de développement durable. Le Royaume, qui importe 95% de ses besoins énergétiques, s'appuie ainsi sur le triptyque solaire-éolien-hydraulique pour diminuer sa dépendance vis-à-vis des importations d'hydrocarbures, lesquelles représentent 61% de sa consommation. L'objectif pour Rabat est de développer ces énergies renouvelables en portant leur part dans la consommation d'énergie primaire à 12% en 2020 et 20% en 2030. En termes de production énergétique, l'objectif pour



Montages d'une éolienne et d'un panneau solaire.

2020, est d'arriver à ce que le solaire, l'éolien et l'hydraulique représentent chacun 14% du total soit une part combinée de 42% pour ces énergies renouvelables. Une ambition qui passe, entre autres, par la mobilisation de 10 milliards d'euros d'investissements en dix ans pour la construction de centrales solaires et de parcs éoliens.

Des candidats de tous les continents

En juin, l'Agence marocaine pour l'énergie solaire (Masen) a sélectionné 180 candidats pour la construction d'une centrale solaire de 500 mégawatts (MW) à Ouarzazate (Sud du Maroc). Le coût du projet, dont la mise en service est prévue en 2015, est estimé à 7,5 milliards

d'euros et la sélection finale interviendra en novembre. Parmi les sociétés intéressées, on compte des candidats de tous les continents, entre autres les groupes français Areva et EDF Suez (membres fondateurs d'Ipemed) ainsi qu'EDF et Total. Quatre autres projets solaires seront lancés à court terme. En 2015, la capacité du Maroc, en matière de production d'électricité solaire, devrait donc atteindre 2000 MW. Plus important, l'électricité solaire devient un outil majeur en matière d'aménagement du territoire. 100 000 foyers dans les zones rurales sont déjà éclairés grâce à ce type d'énergie.

Des projets existent aussi dans le domaine de l'éolien. À la fin

du mois de juin, le roi Mohammed VI a inauguré le plus grand parc éolien d'Afrique à Meloussa (34 km de Tanger). D'un coût de 250 millions d'euros, ce site, qui compte 165 aérogénérateurs pour une capacité de 140 MW, a été financé par la banque espagnole Instituto Crédito (100 millions d'euros), la banque allemande Kreditanstalt für Wiederaufbau (50 millions), la Banque européenne d'investissement (80 millions) et l'Office national marocain de l'eau (20 millions). «L'Union européenne se félicite d'avoir financé ce projet», a déclaré Guido Prud'homme, le représentant de la Banque européenne d'investissement (BEI) lors de l'inauguration. Le Maroc comptait déjà un premier site de production d'énergie éolienne dans la région de Tanger. Inauguré en 2000, le parc éolien de Koudia Al Baida produit aujourd'hui 50 MW. Le potentiel marocain en matière d'énergie éolienne est évalué à 25 000 MW soit l'équivalent d'une bonne centaine de centrales solaires.

Akram Belkaid

ÉLECTRICITÉ

Un marché maghrébin en vue

● C'est une nouvelle suffisamment rare pour être signalée. Sept ans après la signature du protocole de Rome par la Commission européenne et les ministres maghrébins chargés de l'Énergie, le conseil ministériel intermaghrébin en charge du projet d'intégration des marchés de l'électricité maghrébine dans le marché européen de l'électricité a tenu sa première réunion le 20 juin 2010 à Alger. Amina Benkhedra, ministre marocain de l'Énergie, Youcef Yousfi, ministre algérien de l'Énergie et des Mines, Afif

Chelbi, ministre tunisien de l'Industrie ainsi que le commissaire européen à l'Énergie Gunther Oettinger ont pris part à cette réunion. Les participants ont adopté un document dit *Déclaration d'Alger* qui incite les trois pays maghrébins à poursuivre l'harmonisation de leurs cadres législatifs et réglementaires en matière de marché de l'électricité. La déclaration les appelle aussi à réunir toutes les conditions pour la création d'un marché maghrébin de l'électricité viable et performant avant son intégration à celui de l'UE. Un plan d'action s'étalant de 2010 à 2015 a été adopté et le conseil ministériel devrait se réunir de nouveau en juin 2011.

CLIMAT

Un fonds carbone pour la Méditerranée

● La CDC Climat, filiale de la Caisse des Dépôts (membre fondateur d'Ipemed), l'Agence française de développement (AFD, membre fondateur d'Ipemed), Proparco, la Banque européenne d'Investissement (BEI), la Cassa Depositi e Prestiti et la banque de développement allemande KfW Bankengruppe, ont décidé de s'unir pour créer le Fonds carbone Méditerranée. L'objectif de cette initiative, lancée dans le cadre de l'UPM, est de soutenir des projets dans le pourtour méditerranéen

REPÈRE

1,6 milliard d'euros

C'est le montant que la Banque européenne d'investissement (BEI) a investi via la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (Femip) dans les pays du Sud de la Méditerranée en 2009. Au total, 19 projets (7 au Maghreb, 9 au Proche-Orient et 3 opérations régionales) ont bénéficié du concours financier de l'institution européenne.

prenant en compte la lutte contre le réchauffement climatique. Ce fonds, qui devrait devenir opérationnel en 2011, exploitera le potentiel de crédits carbone issus du Mécanisme de développement propre (MDP), aussi bien dans les énergies renouvelables que dans la gestion des déchets et l'efficacité énergétique. Doté de 200 millions d'euros, ce fonds est ouvert à d'autres organismes qui souhaiteraient se rallier à cette initiative.



Installés à plusieurs endroits de la Méditerranée, des câbles électriques souterrains relieront la rive nord à la rive sud.

Transgreen veut lancer les autoroutes énergétiques en Méditerranée

● Il y avait le projet Desertec, à forte identité germanique, dont le lancement avait été annoncé en juillet 2009. Il y aura désormais aussi le projet Transgreen dont l'objectif est de permettre l'exportation, à l'horizon 2020, de 5 gigawatts (GW) d'électricité, principalement solaire, du Nord de l'Afrique vers l'Europe. Le 5 juillet 2010, une douzaine de groupes industriels européens ont donc lancé, à Paris, le consortium Transgreen pour étudier la faisabilité d'un réseau électrique sous la Méditerranée. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Plan solaire méditerranéen (PSM) qui prévoit la construction, d'ici à 2020, au Sud et à l'Est du Bassin méditerranéen, de capacités de production d'électricité renouvelable, notamment solaire, de 20 GW. Sur ce total, environ un quart (5 GW) serait exporté vers l'Europe d'où l'importance d'une interconnexion des marchés européens et maghrébins de l'électricité (lire page 2).

La meilleure réponse

«Ces autoroutes énergétiques sont indispensables», a estimé le ministre français de l'Écologie, Jean-Louis Borloo, lors de la signature du protocole d'accord, soulignant que ce réseau permettrait, grâce aux tarifs de rachat européens, de contribuer à la rentabilité des projets d'énergie renouvelable au Sud, en particulier au Maghreb. Pour Henri Guaino, conseiller spécial

du président français Nicolas Sarkozy, ce partenariat est «la meilleure réponse à tous ceux qui font preuve de grand scepticisme à l'encontre de l'Union pour la Méditerranée». Ce consortium, qui sera mené par EDF, compte parmi ses membres les groupes français Areva, Alstom, les espagnols Abengoa et RED Eléctrica, ou encore l'allemand Siemens (voir encadré). Cette structure, qui disposera dans un premier temps d'un budget de 2 à 3 millions d'euros, n'a pas l'intention d'investir dans les infrastructures mais «de promouvoir ce type d'interconnexions», a expliqué André Merlin, président du conseil de surveillance d'ERDF et RTE, filiales d'EDF. Le bureau d'étude doit être opérationnel d'ici la fin de l'année, a encore précisé André Merlin, soulignant que le coût total du projet était, pour la partie transport d'électricité, «de l'ordre de 8 milliards d'euros». Concrètement, Transgreen se fixe comme objectif de proposer un schéma directeur pour la mise en place technique et économique d'un tel réseau et de promouvoir un cadre institutionnel favorable aux investissements et à la rentabilité des projets sur la rive sud.

Dimensions complexes

«Ce projet a des dimensions réglementaires, institutionnelles et politiques extrêmement complexes», a reconnu Jean-

Louis Borloo. Outre les obstacles techniques – il n'existe, à ce jour, qu'une seule double ligne à courant alternatif de 1,4 GW reliant l'Afrique et l'Europe, sous le détroit de Gibraltar – d'autres problèmes vont se poser parmi lesquels le prix de l'électricité produite au Maghreb et exportée vers l'Europe. Voilà plusieurs mois que les pays du Sud de la Méditerranée demandent des clarifications de la directive européenne sur les énergies renouvelables du 17 décembre 2008. Ils veulent savoir, entre autres, si cette électricité verte qu'ils vont produire sera soumise à des quotas de la part de l'Union européenne et si elle sera concernée par les mesures incitatives que prévoit l'Europe pour ses propres producteurs. Enfin, la question d'un double emploi voire d'une rivalité entre Transgreen et le projet Desertec risque de se poser, notamment en matière de financements communautaires. Néanmoins, pour ses concepteurs, Transgreen est complémentaire du projet Desertec. Pour rappel, cette initiative allemande qui compte une vingtaine de partenaires, vise à créer d'ici à quarante ans, et pour un investissement évalué à 400 milliards d'euros, un vaste réseau d'installations éoliennes et solaires en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, censé fournir, à terme, jusqu'à 15% de la consommation d'électricité de l'Europe.

Lyes Si Zoubir

COMMENTAIRE

Un tour de table ouvert au Sud ?

● La structure juridique définitive de Transgreen devait être fixée à la fin juillet 2010, pour un démarrage à la fin de la même année. Loin d'être figée, elle a été qualifiée d'«ouverte» par le président du conseil de surveillance de RTE. Il reste que les treize entreprises signataires sont presque toutes européennes : les espagnols REE et Abengoa (déjà dans le projet allemand Desertec), comme l'allemand Siemens, ensuite, les français AFD, CDC Infrastructure, Atos Origin, Areva, EFD (leader du projet), Nexans, Prysmian et RTE (le groupe italien Terna devait lui aussi rejoindre le consortium). Seule exception, le groupe énergétique d'Abou Dhabi, Taqa, que l'on ne peut toutefois pas qualifier de partenaire sud-méditerranéen. Pour être crédible et éviter les accusations de néocolonialisme, Transgreen devra donc absolument accueillir des groupes énergétiques du Sud de la Méditerranée mais aussi d'Afrique subsaharienne. Une tâche qui ne sera pas simple. Pour l'heure, dans une région sud-méditerranéenne où l'énergie est souvent monopole d'État, les gouvernements se contentent de marquer un intérêt poli pour Desertec et Transgreen et aucun grand groupe énergétique sud-méditerranéen n'a manifesté la volonté d'y adhérer.

L'annonce que le Sommet de l'Union pour la Méditerranée, prévu le 7 juin, ne se tiendrait pas, a suscité des inquiétudes, parfois de l'ironie : décidément, cette Union serait vouée à l'échec. En réalité, il n'est pas impossible qu'une opération diplomatique d'envergure sur le Proche-Orient se tienne, sous l'impulsion des États-Unis, à la fin 2010 ; cela placerait le Sommet de l'UPM, prévu également à cette période, dans un contexte infiniment plus favorable.

Mais au-delà de cette éventuelle initiative en faveur de la paix et des tractations au sein de l'UPM, ce qui est au moins aussi important est la transformation économique de long terme qui continue à se produire dans la région. Ne confondons pas la mécanique politico-institutionnelle, forcément saccadée et parfois chaotique, avec la ligne de force de l'intégration régionale en Méditerranée. Nous sommes là sur des transformations à grand rayon de courbure, que les décisions politiques peuvent accélérer ou ralentir – mais qui ont bel et bien lieu, pour sept raisons.

CE QUI EST IMPORTANT, C'EST LA TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE DE LONG TERME QUI CONTINUE À SE PRODUIRE DANS LA RÉGION.

→1 Le monde multipolaire s'organise en grandes régions Nord-Sud, à commencer par l'Alena et l'Asie orientale. Les Européens craignaient naguère la concurrence japonaise, puis celle des dragons, désormais tout le monde a en tête la concurrence des entreprises chinoises. On a raison et tort à la fois : ce n'est pas de Chine que vient le danger, pas du Japon,

pas des dragons ni de l'Asean, mais de tout à la fois parce que ces pays sont intégrés dans une puissante région économique. Si l'Europe reste isolée, elle sera marginalisée. La crise qui la frappe accroît la nécessité d'un ancrage avec les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (Psem).

→2 Les Psem sont conscients qu'ils ne peuvent pas rester isolés, ballottés par la fluctuation des monnaies, sollicités une fois par les uns (Europe), une fois par les autres (Brésil, Chine, Inde...). S'ils veulent devenir des pays émergents comme le furent les dragons asiatiques, avec 10% de croissance pendant vingt ans, les pays de la rive sud et est de la Méditerranée doivent s'intégrer dans un grand ensemble géographique suffisamment vaste et stable pour valoriser la proximité, la complémentarité et la solidarité.

→3 L'Allemagne a montré le chemin de la réussite avec le redéploiement de son système productif dans les Peco (pays d'Europe centrale et orientale). L'Europe, et la France en particulier, doivent intensifier le partenariat avec les Psem en s'inspirant de cette réussite.

→4 Il y a une inversion de croissance au profit des pays du Sud et le continent africain est en train de décoller ; l'intégration économique euroméditerranéenne ferait de l'Afrique du Nord une véritable interface avec l'Afrique subsaharienne.

→5 Les peuples ont besoin de projets, de vision, d'épopée ; en un

mot ils ont besoin d'ambition. Là où il n'y a pas de projet, il n'y a que rivalité. Or l'intégration de cette vaste région euro-méditerranéenne est un projet visionnaire, un virage historique.

→6 Parce que la Méditerranée est, comme le dit le journaliste et écrivain Paul Balta, le berceau de l'avenir où se mêlent le sacré, l'art, la gourmandise, la beauté des lieux et la confrontation culturelle de trois continents. Les Méditerranéens pourraient inventer un nouveau modèle de développement, durable et solidaire entre Nord et Sud, en mesure d'influencer les mondes asiatique et américain.

→7 La société civile des deux rives s'est profondément mobilisée, depuis trois ans, ce qui révèle une énergie positive trop longtemps contenue.

C'est une évidence, l'Afrique du Nord sera «*la Floride et le Texas de l'Europe*» ; la seule incertitude est de savoir si cela prendra quinze, trente ou cinquante ans. Là interviennent les choix. Car, comme le disait Jean Monnet dans les années 1950, devant les difficultés à construire la Communauté européenne, «*l'important n'est pas d'être optimiste ou pessimiste : l'important c'est d'être déterminé*».

Jean-Louis Guigou

Hosni Moubarak et Nicolas Sarkozy ont coprésidé le premier sommet de l'UPM, le 13 juillet 2008, à Paris.

L'UPM soutient des projets audiovisuels arabes

● Trois chaînes de télévision arabes vont être épaulées par des experts de France Télévisions dans le cadre de l'appel à projets *Maarifa* (savoir en arabe), sous l'égide du conseil culturel de l'Union pour la Méditerranée (UPM), pour réaliser des projets audiovisuels éducatifs innovants. Début juillet, la chaîne marocaine

Arrabia, la palestinienne *Wattan TV* et la jordanienne *JRTV* ont été sélectionnées parmi dix projets. *Mektaba* (bibliothèque en arabe), le projet marocain, est une fiction de 30 épisodes de 26 minutes à destination des enfants en quête de savoir. Le projet palestinien intitulé *Chabaab* (jeunesse en arabe) est une émission en

plateau de 12 épisodes faite pour et par les jeunes et diffusée à la télévision, sur le site internet de la chaîne et via les réseaux sociaux comme *Facebook* et *Twitter*. Enfin, *Madrassati* (bibliothèque en arabe) vise à développer les technologies numériques dans le cadre de la modernisation du système

scolaire jordanien et à créer des contenus multimédias au service de l'éducation. Le programme *Maarifa*, lancé le 6 avril 2010, mobilise un budget de 500 000 euros sur deux ans apporté par France Télévisions et Canal France International (CFI), filiale de France Télévisions et organisateur du projet.

Repenser le tourisme au Sud de la Méditerranée

La Méditerranée est la première région touristique mondiale, avec 280 millions de touristes internationaux en 2009. Toutefois, les retombées économiques considérables profitent surtout à la rive nord, qui compte trois des cinq premières destinations mondiales (France, Espagne, Italie). Comparativement, en 2008, l'ensemble des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (Psem) accueillait moins de touristes que l'Espagne à elle seule. Malgré le potentiel des Psem, le modèle prédominant sur la rive sud est celui d'un tourisme balnéaire de masse. Pour réduire le déséquilibre de la répartition des flux et des recettes touristiques entre le Nord et le Sud, les Psem doivent donc imaginer un renouvellement de ce modèle, obsolète et inadapté, pour s'orienter vers un «tourisme durable».

DES ÉVOLUTIONS DÉTERMINANTES Des évolutions concomitantes et imbriquées déterminent cette nécessaire mutation. La première est la persistance d'un tourisme régional. Ainsi, en 2000, plus de 84 % des touristes des Psem étaient originaires de cette région. D'où la nécessité pour la rive

MAXIME WEIGERT
«Les Notes Ipemed» n°10, mai 2010.
Disponible sur www.ipemed.coop

**COMMENT
RENOUVELER
LE TOURISME
EURO-MÉDITERRANÉEN
À L'HEURE OÙ
LA MONDIALISATION ET LE
CHANGEMENT
CLIMATIQUE
BOULEVERSENT
CE SECTEUR?**

sud d'intégrer un espace touristique euro-méditerranéen. Dans le même temps, le tourisme dans les Psem doit davantage impliquer les populations locales et favoriser l'aménagement des territoires dans une perspective de «tourisme durable». Le changement climatique est également une donnée importante. Le tourisme provoque des dégradations environnementales (gaz à effet de serre, déchets, pression sur les ressources naturelles) qui, ajoutées au réchauffement climatique, pèsent sur l'attractivité de la région (vagues de chaleur, montée du niveau de la mer). Enfin, les Psem doivent diversifier leur offre. Le tourisme balnéaire, tel qu'il existe sur la rive sud, n'est pas favorable au développement local et pose le problème de la saisonnalité. Davantage centré sur l'authenticité, il permettrait la diversification spatiale et temporelle de l'activité touristique et répondrait à la demande croissante des Européens d'un tourisme plus culturel.

UNE ORGANISATION MÉDITERRANÉENNE POUR LE TOURISME?

Les Psem doivent promouvoir des politiques d'investissements touristiques et moderniser les infrastructures portuaires et de transport. De même, le recours aux nouvelles technologies de l'information et le développement des réseaux de télécommunication est inévitable. Enfin, la formation est un outil indispensable d'autant que la prédominance d'une offre touristique fondée sur les avantages salariaux a conduit la rive sud à des déficiences d'ordre structurel en matière d'emploi touristique.

Le renouvellement du tourisme euro-méditerranéen est donc un chantier immense. Pour l'organiser et construire un espace touristique euro-méditerranéen intégré, la participation de tous les acteurs du secteur et leur coopération sont indispensables, à l'échelle locale comme à l'échelle nationale et régionale. La création d'une organisation méditerranéenne pour la coopération et le développement touristiques permettrait de réunir ces acteurs et d'orchestrer leur synergie. Comme dans les autres grandes régions du monde, cette structure requiert l'impulsion et le leadership du secteur privé.

Maxime Weigert, docteurant

PUBLICATIONS

Énergies renouvelables en Méditerranée, un pari à gagner

«Les Notes Ipemed» n°8.
Disponible sur www.ipemed.coop

La question des énergies renouvelables en Méditerranée est cruciale pour l'avenir de la région. Plusieurs articles, rassemblés par Abdenour Keramane, directeur de la revue *MedEnergie*, abordent ce thème. Dans son introduction, Abdenour Keramane établit la relation entre l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Les experts Houda Allal, Samir Allal et Roberto Vigotti rappellent, en premier lieu, les «enjeux et défis du développement durable», avec une analyse du contexte régional qui apparaît plutôt favorable au développement de ces énergies. Jean-Louis Bal examine les perspectives et les inconvénients liés au développement des énergies renouvelables au Nord et au Sud de la Méditerranée. De son côté, Stéphane Pouffary aborde les enjeux liés au marché du solaire thermique, tandis que Ezzedine Khalfallah fait le lien entre la maîtrise de l'énergie et la lutte contre le réchauffement climatique.

Le défi énergétique en Méditerranée

FRANCIS GHILÈS
«Les Notes Ipemed» n°9.
Disponible sur www.ipemed.coop

Francis Ghilès, chercheur au Cidob à Barcelone, analyse la question de la coopération énergétique en Méditerranée, notamment dans sa partie occidentale. Après avoir dressé un état des lieux critique, avec, entre autres, une énumération des obstacles à cette coopération, il met en exergue les incohérences et les insuffisances de la politique méditerranéenne de l'Europe. Cette *Note* offre aussi un large panorama des faits essentiels et des tendances dans le secteur de l'énergie en Méditerranée (gaz naturel, pétrole, électricité, énergies renouvelables et énergie nucléaire). On trouvera aussi un comparatif intéressant entre la stratégie énergétique de la Turquie et celle de l'Afrique du Nord.



Pour le rapprochement euro-méditerranéen

CHEFS D'ENTREPRISES, EXPERTS ET HOMMES POLITIQUES SE SONT RÉUNIS À HAMMAMET LES 25 ET 26 MAI POUR FAIRE LE POINT SUR LE RAPPROCHEMENT DES DEUX RIVES DE LA MÉDITERRANÉE PAR LE BIAIS DE L'ÉCONOMIE.

C'est en Tunisie, à Hammamet, les 25 et 26 mai derniers, que s'est tenue la deuxième édition des Entretiens de la Méditerranée, organisée conjointement par l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (Ipemed) et l'Institut arabe des chefs d'entreprises (IACE), en collaboration avec l'Iemed. L'occasion pour Ipemed de présenter une partie de ses travaux aux chefs d'entreprises, experts et hommes politiques qui militent pour le rapprochement par le biais de l'économie entre les deux rives de la Méditerranée. Les participants ont pris connaissance de l'état d'avancement et des premières conclusions du projet *Prospective 2030* qu'Ipemed mène avec des organismes d'étude euro-méditerranéens (Carim, Ciheam, Femise, OME), et en association avec des centres institutionnels et

privés de la Méditerranée, en vue de construire ensemble une vision commune de la Méditerranée à l'horizon 2030. De même, a été présentée l'Initiative pour l'investissement en Méditerranée (2IM) qui associe Ipemed, la Caisse des Dépôts et la Caisse de Dépôt et de Gestion du Maroc. Cette initiative qui réunit les principaux investisseurs privés et publics impliqués dans la région, a pour objectif d'élaborer un diagnostic et des préconisations partagés pour dynamiser l'investissement au Sud de la Méditerranée.

LANCÉMENT DE «L'APPEL D'HAMMAMET» Plusieurs ateliers de travail ont constitué une part essentielle de ces journées d'étude. L'un d'eux concernait la régionalisation de la mondialisation et le lien avec les enjeux euro-méditerranéens. Un autre a été consacré au développement durable en Méditerranée avec ses composantes concernant l'eau, l'énergie et le *green business*. Un troisième a abordé la question de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Un thème pivot dans les travaux d'Ipemed et dont l'un des éléments de réflexion est la nécessaire alliance entre les entreprises pour renforcer la chaîne de valeur



Xavier Beulin, PDG de Sofiprotéol (France).



Pour le rapprochement euro-méditerranéen (suite)



PHOTOS : IPEMED ET IACE

agricole et agro-alimentaire. Un autre atelier a permis la présentation de l'étude *Convergence*, menée par Ipemed, qui montre comment évolue le partage de la valeur ajoutée entre les deux rives de la Méditerranée et comment certaines entreprises du Sud arrivent aujourd'hui à monter en gamme en matière de capacité d'innovation et de réactivité vis-à-vis du marché européen. Enfin, la question des mobilités professionnelles a constitué le menu d'un autre *workshop*.

Par ailleurs, les Entretiens de la Méditerranée ont été marqués par la rédaction et le lancement de l'*Appel d'Hammamet*, signé par des chefs d'entreprises des

pays des deux rives de la Méditerranée⁽¹⁾. Dans ce texte, les participants ont réitéré leur conviction selon laquelle «*l'analyse qui a été à l'origine du lancement de l'Union pour la Méditerranée, le 13 juillet 2008 à Paris, est de toute première actualité*». Ils ont aussi appelé l'Europe à prendre «*exemple sur les grands ensembles régionaux qui se mettent en place en Amérique ou en Asie*». Et de lancer l'avertissement suivant : «*l'Europe, seule, serait condamnée au déclin démographique, économique et politique. Dans le même temps, les pays des rives sud et est de la Méditerranée risquent d'être des laissés pour compte de la mondialisation. Le destin de l'Europe, et de ses voisins du Sud et de l'Est, est commun.*»

En marge des Entretiens, s'est tenue la première réunion formelle de l'Entrepreneurship Mediterranean Competitiveness Council (EMCC).

(1) Appel disponible sur le site www.ipemed.coop, rubrique Evénements.



Mohamed Ghannouchi,
Premier ministre
(Tunisie).



Élisabeth Guigou,
députée
(France).



Afif Chelbi,
ministre de l'Indus-
trie et de la Tech-
nologie (Tunisie).



**Jocelyne
de Clausade,**
Areva (France).



Vincent Dollé,
directeur
du Ciheam/IAMM
(France).



Tarak Cherif,
vice-président
de l'IACE
(Tunisie).



Ismail Mabrouk,
groupe Mabrouk
(Tunisie).





Areva s'engage dans l'éolien et la diversité

Signe de son engagement dans le développement des énergies renouvelables, Areva a acquis en mai dernier les 49% restants du capital du fabricant allemand d'éoliennes Multibruid et crée Areva Wind, filiale à 100% du groupe. Ce rachat va permettre une montée en puissance de sa capacité de production et répondre ainsi à la croissance d'une industrie en plein essor dont l'un des débouchés potentiels est le pourtour sud-méditerranéen. Cette nouvelle plateforme comprendra égale-

SA NOUVELLE FILIALE AREVA WIND VA PERMETTRE AU GROUPE UNE MONTÉE EN PUISSANCE DANS L'ÉOLIEN, DONT L'UN DES DÉBOUCHÉS EST LE POURTOUR MÉDITERRANÉEN.



▶ Anne Lauvergeon, PDG d'Areva.

ment PN Rotor, la division de fabrication de pales de rotor. Six turbines M5000 ont déjà été installées par Areva dans le parc éolien offshore Alpha Ventus, construit en mer du Nord. Elles sont actuellement en phase de test. Ce projet pilote permettra d'obtenir un retour d'expérience essentiel pour développer d'autres parcs éoliens offshore. Au total, Areva Wind totalise ainsi 600 mégawatts (MW) programmés dans les grands projets européens.

UN LABEL DIVERSITÉ Par ailleurs, Areva s'est vu décerner au printemps dernier un label français pour ses engagements et ses actions en faveur de la diversité et de l'égalité des chances. Le label Diversité a été décerné à Areva par l'Afnor après analyses et audits approfondis des entités représentatives du groupe en France. Cette labellisation récompense la démarche généralisée du groupe et témoigne de ses bonnes pratiques en matière de lutte contre toutes les discriminations. En s'appuyant sur le référentiel national que constitue le label Diversité, Areva capitalise sur sa politique sociale qui se concrétise à travers quatre axes de développement : l'emploi des personnes en situation de handicap, la mixité et l'égalité professionnelle femmes-hommes, la diversité sociale, ethnique et culturelle, la diversité des âges et l'emploi des séniors. Pour piloter ces différents volets de la diversité, Areva a créé début 2010 une direction «Diversité et Égalité des Chances» qui renforce et structure les actions au niveau du groupe. En 2009, plus de 50 000 collaborateurs en Europe ont été sensibilisés aux enjeux de l'égalité des chances. ■

DU CÔTÉ D'IPEMED



▶ Frédéric Dussart, senior vice-president de la région Europe du Sud, Moyen-Orient et Afrique d'EMC.

EMC et Ipemed veulent promouvoir les TIC en Méditerranée

● Ipemed et EMC International ont signé, le 27 mai 2010, un protocole d'accord, formalisant ainsi l'adhésion de l'entreprise en qualité de membre fondateur d'Ipemed. EMC, fondée en 1979, est le premier développeur et fournisseur mondial de technologies et de solutions d'infrastructures d'information. Convaincu que les TIC (technologies de l'information et

de la communication) sont vecteurs de progrès, Frédéric Dussart, senior vice-président de la région Europe du Sud, Moyen-Orient et Afrique d'EMC, est un ardent défenseur des projets d'intégration euro-méditerranéenne. En participant à Ipemed, il souhaite ainsi mobiliser l'expertise d'EMC et collaborer activement aux activités de l'institut pour placer les TIC en haut de

l'agenda politique méditerranéen. L'arrivée d'EMC au sein d'Ipemed renforce la volonté de l'institut de travailler sur la problématique du développement des TIC en Méditerranée. Une étude est notamment en cours concernant la confiance dans l'informatisation de la société méditerranéenne et l'accès aux connaissances comme vecteur de développement économique.



IPEMED

INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN

LETTRE MENSUELLE D'INFORMATION DE L'INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN, UNE ASSOCIATION DONT LE BUT EST DE RAPPROCHER LES DEUX RIVES DE LA MÉDITERRANÉE PAR L'ÉCONOMIE

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION: Jean-Louis Guigou RÉDACTEUR EN CHEF: Akram Belkaïd ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO: Véronique Stéphan, Lyes Si Zoubir, Larbi Tensaouti, Maxime Weigert PHOTOS: D.R. RÉALISATION: Patricia Jezequel, Alain de Pommereau IMPRESSION: ISI Print ABONNEMENTS ET CONTACT: contact@ipemed.coop ISSN 2106-8410